

ASSURANCE

L'organisation internationale s'interroge sur l'adéquation des divers mécanismes d'assurance à la nature actuelle de la menace terroriste. Elle va créer une plate-forme internationale sur la couverture financière de ce risque.

Face aux risques terroristes, l'OCDE prône une réponse financière globale

Dans un monde sous pression budgétaire, tant côté public que privé, qui paiera la facture de la prochaine attaque terroriste de grande ampleur ? C'est avec cette question en tête, sur fond de catastrophes naturelles sans précédent et dans un contexte économique troublé, que l'OCDE a réuni pour la première fois la semaine dernière à Paris les directeurs de tous les programmes nationaux d'assurance du terrorisme ainsi qu'un vaste panel d'experts, afin de faire le point sur un sujet largement sous-estimé par le grand public. « La difficulté avec la question terroriste est que seules les attaques réussies saisissent l'opinion ; de nombreuses tentatives d'attaques ont été déjouées ces dernières années sans être médiatisées, comme l'a rappelé Jean-Louis Briuguère (1). Le résultat est que beaucoup pensent que le risque a disparu, alors qu'il reste important », résume Erwann Michel-Kerjan, directeur du Centre de gestion de risques à la Wharton Business School et président du haut comité consultatif auprès du secrétaire général de l'OCDE sur la gestion financière des catastrophes, comité qui organisait l'événement.

L'OCDE, qui avait déjà pris position sur le sujet en 2005, est appelée à jouer un rôle phare à l'avenir. « En cas d'attaque majeure, il est crucial

d'assurer les conditions d'une reprise économique rapide », avance Cécile Vignial, administrateur principal à la Direction des affaires financières de l'organisation internationale. Et de rappeler qu'immédiatement après les attentats du 11 Septembre, les avions ne pouvaient plus décoller faute d'assurance : leur coût ayant largement dépassé la capacité du marché, les couvertures étaient devenues inexistantes ou hors de prix. Dressant le parallèle avec le traitement de la crise financière et les réflexions autour du risque systémique, l'OCDE en est convaincue : « Il faut aborder de façon globale une menace globale. »

« Chaque pays répond très différemment à la même menace, sachant que la réponse à la question "Est-on bien couvert ?" dépend largement des caractéristiques du marché de l'assurance nationale », observe Erwann Michel-Kerjan.

Veille réglementaire

Sans aller jusqu'à envisager une mutualisation globale du risque via un système supranational (à l'image de ce qui existe pour le nucléaire), tous les directeurs de pools se déclarent désireux d'échanger de façon permanente avec leurs homologues. Ne serait-ce que parce que la modélisation (et donc la tari-

fication) du risque terroriste est extrêmement complexe. « Tous reconnaissent le besoin absolu de coopération internationale sur la couverture financière du terrorisme : il ne s'agit pas que d'un problème d'assurance, l'enjeu, c'est la stabilité économique en cas d'attaque majeure », complète Cécile Vignial.

D'où l'idée de créer, sous l'égide de l'OCDE, une plate-forme internationale dédiée à la couverture du risque terroriste. Prévue d'ici à la fin de 2010, elle aura pour vocation d'assurer une veille réglementaire sur l'évolution des systèmes nationaux d'assurance du terrorisme, de suivre l'implication des gouvernements sur ces programmes, ainsi que les tendances des marchés de l'assurance et de la réassurance. Elle aura aussi pour objectif d'identifier et de diffuser les bonnes pratiques en matière de prévention et de réparation du risque. Enfin, elle jouera un rôle important auprès des pays qui ne disposent pas encore de pools. « Désormais, en cas d'attaque, tous les directeurs de programme peuvent être réunis extrêmement rapidement pour réfléchir à la réponse la plus adéquate économiquement, au niveau national et international », illustre Erwann Michel-Kerjan.

GÉRALDINE VIAL

Onze programmes nationaux d'assurance

Public-privé. Onze pays de l'OCDE disposent de programmes nationaux d'assurance du terrorisme, auxquels s'ajoutent Israël et la Russie (qui suivent actuellement le processus d'intégration à l'organisation internationale). Dans neuf des pays de l'OCDE – France, États-Unis, Royaume-Uni, Espagne, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Australie – le mécanisme repose d'une manière ou d'une autre sur une garantie de l'État. Deux pays, l'Autriche et la

Suisse, disposent de pools de réassurance purement privés. « Les programmes les plus récents (Belgique, Danemark) ont cependant confirmé la pertinence des partenariats public-privé comme solution pour la couverture financière du risque terroriste », précise Cécile Vignial, administrateur principal à la Direction des affaires financières de l'organisation internationale, rappelant qu'il s'agissait d'une préconisation de l'OCDE dans son rapport de 2005.

(1) Ancien juge antiterroriste